

**PRAIA, CAP-VERT**  
5-6 DÉCEMBRE 2011



**Club** DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



# FORUM DU CLUB

## L'AFRIQUE DE L'OUEST ET LE BRÉSIL FACE AUX ENJEUX DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

### Conclusions

*Organisé par le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) ;*

*en collaboration avec le Centre régional de la CEDEAO pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (CEREEC).*



# 1 CONTEXTE

## Les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique

Le développement du secteur de l'énergie est un enjeu majeur pour tous les pays d'Afrique de l'Ouest, qu'ils soient importateurs ou exportateurs de pétrole. L'absence d'un réseau d'alimentation électrique fiable entrave les progrès en matière d'éducation et de santé, limite la croissance des petites entreprises, rend la transformation et le stockage des produits alimentaires difficiles et freine sévèrement le processus d'industrialisation.

La consommation moyenne d'électricité en Afrique de l'Ouest est de 88 kWh par habitant contre respectivement 563 dans l'ensemble de l'Afrique et 2 596 kWh dans le Monde. Environ 20 % des ménages ont accès à l'électricité mais il existe de larges disparités entre les taux de couverture qui peuvent atteindre 40 % en moyenne dans les villes contre 6 à 8 % dans les zones rurales. Les prix énergétiques varient de même significativement entre les zones urbaines et rurales et entre les différents pays de la région. Il existe de larges inégalités en matière de prix de l'électricité et de prix global de l'énergie. Le réseau électrique est

### À PROPOS DU FORUM

C'est dans ce contexte que les membres du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest ont décidé de consacrer leur Forum 2011 au thème 'L'Afrique de l'Ouest et le Brésil face aux enjeux des énergies renouvelables'. Accueilli par le Gouvernement du Cap Vert et co-organisé avec le Centre régional de la CEDEAO pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (CEREEC), le Forum a réuni pendant deux jours une centaine de participants dont une importante délégation brésilienne.

La première journée était consacrée aux relations entre l'Afrique et ses partenaires émergents avec un éclairage particulier sur le Brésil. Les débats se sont appuyés sur les conclusions du Rapport 2011 des Perspectives économiques en Afrique, conjointement produit par le Centre de développement de l'OCDE, la Banque africaine de développement (BAD) et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNECA). La deuxième journée était dédiée aux énergies renouvelables en Afrique de l'Ouest avec en perspective les opportunités de coopération entre la région et le Brésil. Les partenaires au développement ainsi que des personnalités ouest-africaines et brésiliennes de haut rang, issues de gouvernements, de parlements, d'organisations intergouvernementales, de centres de recherche, des organisations professionnelles agricoles et de la société civile, du secteur privé, des banques régionales de développement ont activement participé aux discussions.

Le Forum a permis de poser les termes du débat. Il a été l'occasion de renforcer les liens institutionnels et personnels entre l'Afrique de l'Ouest, ses partenaires traditionnels et le Brésil. Il est fondamental de poursuivre ce dialogue et le Secrétariat du CSAO continuera à y contribuer.

particulièrement peu développé dans les zones rurales car il n'existe pas à ce jour de systèmes d'alimentation électrique décentralisés. À peine 5 % des ménages bénéficient d'un accès au gaz et au kérosène.

La plupart des pays ouest-africains n'ont pas encore adopté de politiques en matière d'énergies renouvelables. Les projets dans ce domaine sont conduits sur une base ad hoc et ne bénéficient pas de sources durables de financement. Ils sont mis en œuvre sans référence aux stratégies énergétiques nationales, lesquelles sont pour la plupart obsolètes ou inexistantes. Lorsque ces politiques existent, les normes et réglementations sont insuffisamment développées. Le renforcement des capacités est crucial. L'Afrique de l'Ouest manque cruellement d'informations, de données sur les ressources, d'experts et d'institutions spécialisées. L'accès à l'énergie, la sécurité énergétique et les objectifs climatiques ne peuvent être atteints dans les prochaines décennies sans engager d'importants investissements dans le domaine des énergies renouvelables et le marché énergétique. La coopération Sud-Sud avec le Brésil offre une grande opportunité d'engager des actions visant la recherche de solutions à ces défis.

## Les partenaires émergents

L'arrivée de puissances économiques émergentes et récemment industrialisées est l'un des phénomènes les plus remarquables de l'histoire économique récente. L'intérêt porté par ces pays à l'Afrique joue un rôle fondamental dans la transformation économique et sociale du continent : diversification des partenariats, du commerce et des investissements, nouvelles formes de coopération au développement, transfert de technologies, échanges d'expériences, réflexion sur les modèles de développement.

La coopération entre l'Afrique de l'Ouest et ses partenaires émergents, particulièrement le Brésil, s'est intensifiée au cours des dernières années et pourrait contribuer au renforcement des capacités de la région dans le domaine des énergies renouvelables. En octobre 2007, l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et le Brésil ont signé un accord de coopération visant à appuyer la mise en œuvre du programme régional biomasse-énergie de l'UEMOA (PRBE). En juillet 2010, la tenue à Praia du Forum spécial CEDEAO – Brésil a donné une dimension supplémentaire à la coopération entre la région et le Brésil.

Si les partenaires traditionnels continuent de jouer un rôle prédominant en matière d'Investissements Directs Étrangers (IDE) et d'Aide Publique au Développement (APD), les pays non membres de l'OCDE sont de plus en plus impliqués dans des partenariats de coopération malgré leurs propres besoins en matière de développement.

C'est notamment le cas du Brésil qui met en avant le concept de « coopération horizontale », et accorde une importance particulière à la coopération technique. Le portefeuille de la coopération couvre des secteurs variés comme l'agriculture, la santé et la formation professionnelle. Les énergies renouvelables, notamment les biocarburants, sont un élément très important de cette coopération, le Brésil étant en la matière, le pays le plus avancé au monde.

# 2 MESSAGES CLÉS

## Plus de partenariats régionaux et de renforcement des capacités

Le Forum a été l'occasion pour les acteurs ouest-africains de réaffirmer leur désir de renforcer les liens de coopération avec le Brésil et les autres partenaires émergents. Les participants ont particulièrement insisté sur les points suivants :

- **La dimension régionale comme moyen de renforcer une coopération bénéfique à toutes les parties.**

Il existe de nombreux accords économiques, commerciaux et de coopération entre les pays d'Afrique de l'Ouest et les partenaires émergents. Les organisations régionales (CEDEAO, UEMOA) pourraient accentuer leurs efforts pour amplifier la dimension régionale de ces relations. Une approche régionale permet de tirer profit d'un marché plus vaste et de politiques régionales ambitieuses auxquelles les partenaires émergents pourraient contribuer.

- **Les échanges d'expérience, le renforcement des capacités et le renforcement institutionnel.**

Les pays émergents tel que le Brésil offrent à l'Afrique de l'Ouest la possibilité de bénéficier d'un partage de connaissances et de transfert de technologies. L'expérience brésilienne en matière de bioénergie et de diversification énergétique pourrait en être un exemple de même que la recherche-développement centrée sur les réalités locales.

- **La combinaison de politiques publiques volontaristes et d'initiatives privées.**

Le Brésil offre un modèle de développement dans lequel des politiques publiques volontaristes reconnaissent et favorisent l'initiative privée et l'investissement. Ceci est particulièrement vrai dans le domaine des énergies renouvelables. Dans la recherche de l'équilibre optimal entre ces deux composantes indissociables du développement, l'Afrique de l'Ouest peut véritablement bénéficier de l'expérience du Brésil en matière de gouvernance, de protection d'une industrie naissante, etc.

## Partir de l'expérience ouest-africaine

L'Afrique de l'Ouest dispose d'un capital considérable de connaissances, d'expériences et de succès, accumulés au cours des trente dernières années. C'est notamment le cas pour l'efficacité énergétique de la biomasse (foyers améliorés) pour laquelle la région (notamment le Sahel) est en avance sur les autres régions du continent. Il existe par ailleurs de nombreuses expériences et initiatives concernant le développement des biocarburants, l'énergie solaire, la production de biogaz, la valorisation énergétique des déchets municipaux, la transformation des déchets agricoles en combustible. Entre 2003 et 2009, le CILSS a conduit avec succès un programme visant à aider les pays sahéliens à définir et mettre en œuvre des politiques d'efficacité énergétique et des alternatives à l'énergie de la biomasse (*Programme régional de promotion des énergies domestiques et alternatives au Sahel* – PREDAS).

L'UEMOA s'est dotée en 2001 d'une politique énergétique commune (PEC) - et en 2006 d'une vision stratégique de valorisation énergétique de la biomasse pour un développement durable, en vue d'aider les pays membres à mettre

en œuvre des stratégies nationales de biomasse énergie sur la base d'un *Plan d'action régional*. En 2006, le 29<sup>ème</sup> Sommet des Chefs d'État et de gouvernement des pays de la CEDEAO a approuvé un *Livre blanc pour une politique régionale* axée sur une amélioration de l'accès des populations rurales et péri-urbaines aux services énergétiques. Cette initiative prévoit qu'au moins 20 % des nouveaux investissements concernant la production d'électricité proviennent de ressources énergétiques renouvelables disponibles localement afin de permettre l'autosuffisance, la réduction de la vulnérabilité et un développement environnemental durable. En 2008, la 61<sup>ème</sup> session du Conseil des Ministres de la CEDEAO a fondé le *Centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique* (CERECEC). Le centre est opérationnel depuis 2009 et a été officiellement inauguré en juillet 2010. Plusieurs pays ouest-africains ont adopté des politiques visant à développer les énergies renouvelables. Le Cap-Vert est le pays le plus ambitieux et a pour objectif de couvrir 50 % de ses besoins en électricité par les énergies renouvelables d'ici 2020. Des investissements importants sont en cours dans le domaine du solaire et de l'éolien.

C'est en s'appuyant sur ces expériences et ces initiatives que l'Afrique de l'Ouest souhaite améliorer son efficacité énergétique (actuellement, les pertes énergétiques lors du transport de l'énergie peuvent atteindre 50 % et celles produites lors de l'utilisation du bois de chauffage 95 %) et exploiter au mieux l'énorme potentiel que représente les énergies renouvelables telles que l'énergie hydraulique, éolienne, solaire, géothermique et celle provenant de la biomasse. La réussite de certaines initiatives de production de biocarburants au Burkina Faso, au Mali et au Nigeria peut servir d'exemple au développement du potentiel ouest-africain dans ce domaine.

## Consensus sur la gouvernance

Le Brésil est le leader mondial en matière d'énergie renouvelable avec plus de trente années d'expérience. Dans ce pays de 200 millions d'habitants, les énergies renouvelables représentent 45 % de la consommation énergétique totale. Les progrès enregistrés en matière de bioénergies et notamment de biocarburants sont spectaculaires.

L'approche brésilienne conçoit la bioénergie comme une combinaison de besoins, de défis et d'opportunités. Elle s'appuie d'une part sur la conviction que l'Afrique de l'Ouest dispose de potentiels remarquables pour développer une économie des biocarburants très compétitive, complémentaire et non concurrente de l'agriculture alimentaire. Elle insiste d'autre part sur le fait qu'il n'existe pas de solution toute faite et que le préalable à la formulation et la mise en œuvre des programmes de bioénergie, demeure la conduite d'études de faisabilité rigoureuses basées sur un zonage des potentiels agro-écologiques très précis.

Le Brésil est d'ores et déjà très actif dans ce domaine en Afrique de l'Ouest. Dans le cadre de l'accord signé avec l'UEMOA, celui-ci a mené des études de faisabilité sur le développement des biocarburants dans deux pays. Ces études identifient les zones les plus propices à la culture de biocarburants et soulignent parallèlement qu'un cadre réglementaire bien défini pourrait contribuer à limiter

les obstacles juridiques et techniques au développement des biocarburants. Chaque étude propose également des projets basés sur le concept de durabilité environnementale, sociale et économique. En ce qui concerne les problématiques économiques et sociales, la mise en œuvre de tels projets pourrait contribuer au développement local de la région à travers la création de nouveaux emplois ainsi que l'augmentation des revenus des populations.

La gouvernance du secteur des énergies renouvelables et plus particulièrement des biocarburants est perçue par les investisseurs privés comme l'élément clé du développement de ce secteur. Il existe en Afrique de l'Ouest un certain nombre d'exemples positifs d'entreprises travaillant en partenariat avec des associations de producteurs agricoles pour la production de biocarburants à la satisfaction de l'ensemble des parties prenantes. En s'appuyant sur ces exemples de réussite, les investisseurs privés insistent sur le fait qu'il n'y a pas d'opposition entre les biocarburants et la sécurité alimentaire.

Les représentants des producteurs agricoles et des associations de la société civile expriment quant à eux de fortes réticences, également en partie liées à des cadres juridiques imprécis voire absents et au manque de transparence dans les transactions foncières. La confiscation des terres par des investisseurs a par ailleurs un impact croissant sur les communautés villageoises qui craignent que le développement des biocarburants n'aggrave la situation. Derrière ces enjeux se profile la crainte d'une concurrence entre biocarburants et sécurité alimentaire.

Il reste que l'agriculture ouest-africaine a besoin de carburant et d'énergie pour se développer, se mécaniser, transformer ses produits, les transporter et les vendre. A long terme, la pérennisation d'une dépendance exclusive au pétrole - dont le prix ne devrait cesser d'augmenter - n'est pas une option souhaitable. Le Mali a prévu de couvrir 10 % de sa consommation de diesel par des biocarburants produits localement d'ici 2013. C'est précisément pour ces raisons que les gouvernements ouest-africains et leurs organisations régionales soutiennent une approche pragmatique fondée sur l'initiative paysanne, l'identification précise des opportunités et des risques et un encadrement législatif adéquat.

---

**La nécessité d'instaurer une gouvernance claire et transparente liée à des règles négociées, reconnues et respectées par l'ensemble des parties prenantes, a fait consensus.**

---

Si le Forum a permis de poser les termes du débat, il s'avère nécessaire de poursuivre les discussions sur le futur développement de la bioénergie en prenant en compte les expériences positives du continent africain de même que les possibilités qu'une coopération avec le Brésil apporterait au développement durable des pays ouest-africains. Un tel processus doit nécessairement impliquer les agriculteurs qui, au bout du compte, prendront la décision de se lancer ou non dans le secteur des biocarburants.

## Des politiques basées sur le dialogue et un encadrement juridique négocié

La priorité devrait être par conséquent l'adoption de politiques judicieuses permettant le développement d'une production et d'une utilisation durable de la bioénergie. Il est ainsi nécessaire de constituer des espaces de concertation au sein desquels les producteurs agricoles, les parlementaires, les opérateurs économiques, la société civile, pourront faire valoir leurs analyses et leurs perspectives et contribuer, avec l'État et les collectivités locales à la formulation de politiques négociées. Ces politiques doivent inclure un cadre réglementaire, intégrant les problématiques de sécurité alimentaire. Elles doivent également comporter des cadres stratégiques d'investissement incitatifs, permettant de canaliser les financements vers les énergies renouvelables, associés à des mesures d'incitation à la consommation de ce type d'énergie. Une telle démarche n'est possible que dans le cadre de partenariats public-privé.

Le processus de formulation de ces politiques doit s'appuyer sur des recherches scientifiques et solides comprenant des études d'impact environnemental et social. Il a été recommandé que les études de faisabilité sur le développement des biocarburants en cours dans l'espace de l'UEMOA avec le soutien du Brésil, soient étendues à tous les pays membres du CILSS et de la CEDEAO. Il a de même été suggéré que ces études soient diffusées le plus largement possible afin d'encourager d'autres contributions au débat.

## 3 PERSPECTIVES

Mandatés par leurs États membres, la CEDEAO, l'UEMOA et le CILSS poursuivront, aux côtés de leurs partenaires, dont le Brésil, la mise en œuvre de l'agenda régional sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Parmi les prochaines étapes :

- **Capitaliser sur les initiatives ouest-africaines.** Coordonné par le CEREEC, ce travail indispensable mettra en synergie la CEDEAO, l'UEMOA et le CILSS. Les leçons tirées de ces initiatives pourraient nourrir la réflexion en cours sur le développement d'une politique régionale intégrée sur les énergies renouvelables. Le Forum régional sur la bioénergie (Bamako, 19-22 mars 2012) amorcera un dialogue régional et un apprentissage de pair à pair.
- **L'Observatoire ouest-africain sur les énergies renouvelables,** coordonné par le CEREEC (lancement prévu en octobre 2012), a pour objectif de fournir un accès à l'ensemble des données scientifiques disponibles ainsi qu'aux diverses analyses, cartes, etc. Dans le cadre de cet observatoire, le Secrétariat du Club et le CEREEC produiront un Atlas régional sur les énergies renouvelables.
- **Rencontre au Brésil entre agriculteurs ouest-africains et leurs homologues brésiliens.** Organisée conjointement par le Secrétariat du Club, le CEREEC et le ROPPA, en collaboration avec le gouvernement brésilien, cette visite facilitera la formulation de la vision des producteurs ouest-africains sur les biocarburants.

---

**Adresse postale** CSAO/OCDE  
2, rue André Pascal  
F-75775 Paris, Cedex 16  
**Tél** +33 (0)1 45 24 89 87  
**E-mail** swac.contact@oecd.org